Les impatriés, une source de « richesse humaine » !

Catherine Ferioli Gavenc

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3662>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.3662

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2016

Pagination : 156-159

ISBN : 978-2-919040-35-3

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Catherine Ferioli Gavenc, « Les impatriés, une source de « richesse humaine » ! », *Hommes & migrations* [En ligne], 1314 | 2016, mis en ligne le 19 septembre 2016, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3662>

INITIATIVES

LES IMPATRIÉS, UNE SOURCE DE "RICHESSSE HUMAINE" !

par **CATHERINE FERIOLI GAVENC**, directrice de la communication et des partenariats, responsable Éducation nationale, Casden.

Depuis plus de 25 ans, la Société de banque et d'expansion (SBE) est partenaire de grandes entreprises, industrielles, tertiaires dans des secteurs divers (recherche et développement, site de production ou de siège d'entreprise). Elle rencontre de nombreux interlocuteurs : directeurs de ressources humaine, directeurs de site, de sociétés de relocation. Elle s'est adaptée à leurs besoins et à la culture de leur entreprise. Quelle que soit l'organisation, la préoccupation de la SBE est d'apporter un suivi et un accompagnement à la mobilité nationale ou internationale, notamment en direction du personnel impatrié. La SBE est donc un acteur bancaire de premier plan pour les impatriés, ceux notamment qui prennent de nouvelles fonctions au sein du siège ou filiale de leur Groupe en France.

L'impatriation en vogue dans le monde économique d'aujourd'hui

Depuis quelques années, la montée en puissance de l'impatriation se concrétise par l'arrivée en France de salariés en provenance de l'étranger. Le mot "impatrié" se définit en opposition au mot

expatrié. C'est un salarié ou dirigeant appelé à occuper un emploi pendant une durée déterminée ou indéterminée dans une entreprise établie en France, soit par l'intermédiaire d'une entreprise établie à l'étranger, détenant des filiales en France ou bien directement par l'entreprise établie en France, un groupe français détenant des filiales à l'étranger. L'impatriation se développe en fonction de la mondialisation. La France dispose de grands groupes industriels et de services qui ont tissé une forte implantation à l'étranger et y ont significativement investi. Ces groupes détiennent des filiales et, pour optimiser le partage de compétences et le brassage interculturel qui vivifient l'esprit de groupe, ils favorisent la mobilité de l'étranger vers la France. De plus, l'État français a souhaité depuis plusieurs années rendre attractive l'impatriation de compétences techniques et managériales. L'article 121 de la loi de modernisation de l'économie votée en date du 23 juillet 2008 modifie et étend le régime fiscal de faveur des impatriés, auxquels sont éligibles certains salariés et mandataires sociaux s'ils n'étaient pas résidents français pendant les cinq années précédant celle de leur prise de fonctions. Le régime des impatriés est codifié à l'article 155 B du Code général des impôts.

Q.2 Quelle est votre nationalité ?

Mieux connaître les impatriés

Au-delà des années d'expériences qui ont permis à la SBE d'acquérir une expertise qualitative sur cette clientèle salariée d'origine étrangère, le projet d'étude visait à développer une plus grande connaissance de ces populations impatriés pour mieux répondre à nos partenaires et clients. D'un point de vue "académique", les impatriés sont peu étudiés. Peu de recherches leur sont consacrées sur le volet économique ou sociologique.

En 2014 une première étude a été lancée sous forme d'enquête, réalisée par www.paris21.tv, une web TV traduite en 7 langues, dédiée aux étrangers résidant en France qui appartient à la société Mondissimo, laquelle est spécialisée depuis 25 ans dans la communication auprès des expatriés. Cette enquête intitulée *"Expatriates in France : Tell us about your life..."* portait sur différents aspects la vie de ces résidents en France. Elle s'est intéressée à l'environnement des impatriés

lors de leur arrivée pour savoir ce qu'ils apprécient en France et chez les Français, les craintes et les difficultés qu'ils rencontrent, la façon dont ils qualifient l'accueil qui leur est réservé dans notre pays, au sein de nos administrations et de leur entreprise. Au travers de leurs réponses, une photo de la France et des Français est proposée du point de vue de ces étrangers mais aussi leur portrait socio-économique. Au total un échantillonage de 1 090 salariés ou dirigeants d'entreprise travaillant en France et âgés de plus de 18 ans a été mobilisé pour cette étude.¹

Qui sont les impatriés ?

Ce sont des salariés expatriés ou détachés ou en mission locale – par exemple, des dirigeants d'entreprise – mais aussi des professions libérales de nationalité étrangère qui travaillent en France. Comme en 2014, plus de la moitié des impatriés est âgée de plus de 41 ans, majoritairement de sexe masculin. Pour 60 % d'entre eux, ils ont au

1. La présentation des résultats de l'enquête est disponible sur le site Mondissimo : www.expatriates-in-france.com

INITIATIVES

moins un enfant âgé de moins de 18 ans et vivent en France en famille. Les impatriés ayant répondu à l'étude sont européens pour 50 % d'entre eux. En 2015 près de 20 % d'impatriés sont originaires d'Amérique du Nord. La présence des Asiatiques augmente (hors Moyen Orient et Sud-Est), vraisemblablement la résultante d'investissements étrangers. Preuve en est, les chiffres parus dans le bilan 2014 de ces investissements étrangers en France produit par l'AFII : *"Les pays de l'Union européenne restent les premiers investisseurs en France avec 61 % de l'ensemble des décisions d'investissement, viennent ensuite l'Amérique du Nord 22 % et l'Asie 12 %."*

Les Français sont devenus des amis pour 62 % d'entre eux, même s'ils sont encore 30 % à juger que l'accueil qui leur est globalement réservé en France n'est pas satisfaisant.

Les principaux investisseurs en France sont les entreprises américaines (19 %), allemandes (14 %), britanniques (9 %), Italiennes (9 %), japonaises (6 %).

La majorité des impatriés sont salariés en France. Pour 40 % d'entre eux, ils sont employés dans une entreprise locale, contre 17 % détachés ou expatriés par une entreprise ou administration étrangère, organisation gouvernementale, ONG ou associations. 30 % des répondants déclarent être des professions libérales, de commerçants ou de créateurs d'entreprises. En terme de séjour en France, plus de 50 % ont l'intention de résider plus de 10 ans dans l'hexagone. Les créateurs d'entreprises, les professions libérales et certains cadres embauchés par des entreprises locales font majoritairement partie de cette catégorie. Ils sont plus de 50 % à être résident français depuis plus de 3 ans. Cette durée du séjour peut s'expliquer par leur contrat de travail "local" établie par une entreprise française. Par rapport aux résultats de 2014, ils sont plus de 23 % à percevoir plus de 76 000 euros en 2015 (3 points de plus par rapport à 2014) et plus nombreux également à toucher moins de 30 000 euros, soit 19 % d'entre eux (soit

4 % de plus qu'en 2014). Ils sont 40 % à percevoir plus de 60 000 euros par an. Pour leur logement, 50 % des impatriés se voient aider par leur entreprise pour la prise en charge du loyer. 20 % d'entre eux sont même logés gratuitement par leur employeur. On retrouve dans ce segment les impatriés avec contrats d'expatriés et certains employés "locaux" qui ont pu négocier les conditions pratiques de leur installation avec l'entreprise française qui les a fait venir. Les impatriés ont à leur charge le dépôt de garantie de la location. Ils doivent généralement assurer leur appartement à leurs propres frais et payer les frais d'installation divers. L'obtention d'une caution locative est un réel problème, encore plus important en 2015, si l'on en juge par l'augmentation du nombre d'étrangers en France qui ont eu à y faire face (+7 points par rapport à 2014).

Les résultats font apparaître que 53 % des impatriés résident à Paris. Les arrondissements les plus fréquentés sont le 3^e, le 4^e et le 11^e arrondissement. 19 % des impatriés habitent les départements de l'Île-de-France, en dehors de Paris. Les plus fréquentés sont les Yvelines (avec près de 40 % des impatriés résidant en Île-de-France, hors Paris), le Val-de-Marne, les Hauts-de-Seine. Quant aux 28 % restant, ils habitent les régions de France comme, par ordre d'importance, la Bretagne, la région PACA, le Languedoc-Roussillon et l'Aquitaine.

Relations difficiles avec les administrations

54 % des impatriés déclarent rencontrer des difficultés avec la Sécurité Sociale, notamment l'obtention de la carte vitale. En 2015, la complexité des relations avec l'administration s'est renforcée. 53 % d'entre eux rencontrent des difficultés relationnelles avec la Préfecture pour l'obtention de leurs papiers. Faut-il y voir un durcissement de

la sécurité intérieure du territoire dû aux récents attentats qui ont frappé la France ? 30 % des impatriés se plaignent de l'administration fiscale. Finalement trouver une école semble être pour 90 % d'entre eux un jeu d'enfant. Ils ne sont que 10 % à se plaindre de la sécurité en France, alors que l'on pourrait croire qu'il s'agit d'un point très sensible.

L'accueil en entreprise

Comme en 2014, 70 % des impatriés sont satisfaits de l'accueil que leur réserve leur entreprise. Les difficultés semblent amoindries car ils sont moins nombreux à parler de procédures mal élaborées, de réunions mal conduites et enfin de la hiérarchie, jugée moins pesante et plus communicante. À titre privé, le caractère "bon vivant" et la culture de leurs collègues français les rendent plutôt sympathiques auprès de 50 % des impatriés. Les Français sont devenus des amis pour 62 % d'entre eux, même s'ils sont encore 30 % à juger que l'accueil qui leur est globalement réservé en France n'est pas satisfaisant. Si la langue et le coût de la vie peuvent être des difficultés sensibles, globalement, ils sont 70 % à aimer leur vie dans l'Hexagone à tel point, que plus de la moitié n'envisagent pas de la quitter avant l'âge de la retraite, voire jamais pour 40 % d'entre eux.

Améliorer les services bancaires

L'étude précise que les impatriés rencontrent également des difficultés, notamment quand il s'agit d'ouvrir un compte bancaire et d'obtenir les services associés. L'installation du salarié et de sa famille est souvent un parcours éprouvant. Dans un laps de temps très court, il doit obtenir l'ouverture d'un compte bancaire avec les moyens de

paiement et procéder à la location d'un logement qui s'avère parfois compliquée sans un historique et une documentation sur le contexte en français. Ces deux étapes sont cruciales car il doit démarrer ses missions professionnelles rapidement. Notre expérience de l'accompagnement des salariés nous a poussés à aller plus loin dans la connaissance de leurs besoins. L'étude "*Expatriates in France – Tell us about your life*" a permis de réaliser un guide pédagogique en anglais pour les aider à comprendre les outils bancaires. Une procédure plus rapide pour l'ouverture de compte bancaire en France a été coordonnée avec le service des ressources humaines des entreprises pour réduire les délais dans la création des moyens de paiement. La mise en place d'une caution bancaire pour l'obtention du logement a été systématisée. Cette étude a fait l'objet d'une présentation à un auditoire averti de directeurs des ressources humaines et responsables de la mobilité professionnelles, au Palais de la Porte Dorée et en partenariat avec le Musée national de l'histoire de l'immigration, au cours du premier trimestre 2016. ■